

la *Congrégation de Notre-Dame*, l'année même où Condé, le prince de Conti, Longueville, étaient arrêtés par surprise et conduits prisonniers au château de Vincennes.

Un combat de rues, au milieu d'un quartier populeux, le faubourg St. Antoine, me montrait en venant aux mains, chacun à la tête de ses partisans, Turenne et Condé, qui, après avoir vaincu les ennemis de la France, versaient, en une lutte fratricide un sang précieux.

En Irlande, en Ecosse, les hordes armées d'Ireton, le gendre de Cromwell, m'apparaissaient, saccageant les villes et ravageant les campagnes. Dans les rues de Londres, des groupes animés lisaient de grands placards affichés contre les murs, et discutaient entre eux. C'était la promulgation, par un arrêt du Protecteur, de ce fameux *Acte de Navigation*, lequel assurait à la Grande Bretagne le monopole des transports, a été la cause prépondérante de sa puissance maritime.

A la même époque, Descartes, après avoir renouvelé les sciences et la philosophie, soutenu avec Hobbes, Gassendi et Arnaud, des disputes célèbres, mourait à Stockholm, à la cour de l'illustre reine Christine.

Un combat naval devant Bordeaux où furent battues les escadres réunies d'Espagne et d'Angleterre, m'apprenait le premier fait d'armes de Duquesnes.

Dans des cadres plus restreints, m'apparaissaient des artistes, des écrivains, des philosophes : Milton, en qualité de secrétaire particulier, rédigeait la correspondance de Cromwell ; Le Brun, peignait les *batailles d'Alexandre* ; Le Sueur, la *vie de St. Bruno* ; François Mignard, la coupole du *Val de grâce* ; Puget, animait le marbre en sculptant son *Milon* et son *Andromède* ; Hobbes, revenu d'exil, publiait son ouvrage *De la Nature humaine*, et Harrington, le compagnon qui avait été choisi pour tenir compagnie à Charles Ier durant sa captivité, écrivait la dédicace de son *Océana* à Cromwell.

On se trouvait au moment des plus ardentes disputes du jansénisme, reprit mon mentor, Le Maître de Sacy, Nicolle, les deux Arnault, Bignon, Pascal, soutenaient de leur talent et de leur caractère la doctrine de l'archevêque d'Ypres, Jansénius.

Ce fut en 1656, l'année même où les solitaires de Port-Royal, refusant de signer le formulaire publié par le Pape Alexandre VII, furent chassés de leur retraite, qu'apparurent les éloquentes *Provinciales* de Pascal, déjà célèbre par son traité *De l'équilibre des liqueurs*, *Le Triangle Arithmétique*, etc.

A Rome, un décret de Louis XIV fondait l'Académie de peinture ; à Paris, Mazarin créait celle de peinture et de sculpture.

Le sage et savant Lamoignon devenait chancelier, et Vauban, le futur organisateur de cet admirable système de défense des places fortes, alors âgé de 25 ans, dirigeait successivement les travaux des sièges d'Ypres, de Gravelines et d'Oudenarde.

En Amérique, le colonel Sedwick s'empara par un coup de main, de l'Acadie, pendant que les Hollandais s'emparaient, eux, des possessions danoises, auxquelles ils donnèrent New-Amsterdam pour capitale.

GUERIN-DUPREY.

LA PROTECTION.

(Suite.)

Le grand cri dans les campagnes est que les produits agricoles ne se vendent pas. Si la protection est avantageuse à l'agriculture, comme je crois l'avoir démontré, pourquoi ne pas l'établir, lorsque cette classe compte pour les sept-huitièmes de la population totale ; mais je prétends de plus que l'industrie serait avantageuse à toutes les classes de la société. Il n'y a que le commerce de gros qui puisse redouter la protection, non pas qu'elle lui serait préjudiciable, tout au contraire, mais elle force le commerçant à raisonner comme suit : Je m'approvisionne sur un marché éloigné que je connais bien, que beaucoup ne connaissent pas, j'ai un bon courant d'affaires d'établi ; la protection me forcerait de m'approvisionner sur un marché à proximité, connu de tous, plus accessible ; j'aurais à rentrer en concurrence avec beaucoup de nouveaux commerçants, peut-être moins habiles, qui, vu les nouvelles facilités, pourraient rivaliser avantageusement avec moi ; d'ailleurs mes affaires sont bonnes maintenant, et quoiqu'un changement pourrait bien m'être avantageux, il pourrait aussi donner plus d'avantages à mon voisin ; ce que je tiens me satisfait, est certain, j'aurais tort de vouloir tenter l'inconnu. Tel doit être le langage du haut commerce, et c'est ce qui a réglé notre politique commerciale jusqu'aujourd'hui ; on a toujours consulté le commerce et jamais l'agriculture.

Quoique mon peu d'expérience commerciale ne me permette pas de condamner absolument cette manière de voir du haut commerce, cependant je ne crois pas que ces craintes soient bien fondées, car la protection n'ayant pas pour effet immédiat de faire cesser toute importation, mais seulement de la diminuer graduellement, — la protection d'ailleurs ne devant pas s'étendre à tout objet manufacturé, mais seulement à un nombre limité, dont nous avons la matière première, ou que nous pouvons aisément avoir, — il s'ensuit que la protection n'aura pas pour effet un changement de front immédiat, mais seulement un détournement graduel, qui permettra au commerçant de s'orienter et d'en accepter les résultats sans inconvénients graves, et probablement avec plus d'avantages. Je conçois que changer le cours du commerce puisse dans quelques cas être dommageable à quelqu'un, mais ces cas seront très-rare,

et il est certain que le commerce en général profitera largement de la protection.

La protection en diminuant nos 50 millions d'importation, laisserait dans le pays une balance en notre faveur, dont tout le monde profiterait. Comme le résultat serait de laisser plus d'argent dans le pays, il m'est difficile de croire que le commerce ne profiterait pas de ce surcroît ; le commerce a toujours été le premier à profiter de l'industrie et du développement des ressources d'un pays. Mais la classe qui en profitera d'une manière plus évidente et générale sera la classe agricole, et comme dans ce pays, elle compte pour les sept-huitièmes de la population, il est bien raisonnable de penser à ses intérêts. La routine du cultivateur ne m'étonne pas trop ; quelque plan, quelque système qu'on lui propose, il sera toujours arrêté par des obstacles réels résultant du défaut de débouchés. Il faudrait souvent une trop grande habitude de raisonnement pour saisir les avantages des améliorations proposées ; il n'y a presque toujours qu'un seul article qui se vend bien ; il y a quelques années c'était le lard, le cultivateur s'est mis à faire des engrais ; le lard est tombé, est venu le tour de l'avoine, puis le tour du foin. Pense-t-on qu'avec un marché aussi précaire, variant continuellement, le cultivateur puisse adopter un système qui ne lui offrira des avantages réels qu'après plusieurs années ? Que l'on donne par l'industrie un marché ferme, varié et rapproché, et l'on verra que la routine du cultivateur n'est pas aussi enracinée qu'on pourrait le croire, l'on verra que les sociétés d'agriculture, les exhibitions, les fermes-modèles, les encouragements de toutes sortes produiront de bons effets. La meilleure manière de procéder c'est de commencer par le commencement ; pour guérir radicalement une maladie il faut aller à la source du mal, de même que pour guérir notre pauvreté il faut aller à la source qui est l'éducation et l'industrie. On a fait de grands sacrifices, je le reconnais, pour amener la prospérité dans notre pays, mais on semble avoir procédé à rebours. Il est reconnu que les chemins de fer, les moyens de communications, doivent généralement, plutôt accompagner et suivre l'industrie que la précéder ; on a adopté cette politique de chemins de fer comme si elle devait seule causer la prospérité, sans tenir compte que le défaut d'industrie nous faisait perdre notre population : on a voulu faire naître l'immigration avant de faire naître l'industrie.

A part les industries nécessairement locales, généralement d'une moindre importance, certaines industries nous appartiennent, ou peuvent être localisées avec grand avantage, telles sont : les industries concernant le bois, le fer, la laine, le coton, le fromage, le sucre de betteraves etc., etc.

S'il est une industrie pour laquelle le bon marché soit d'une grande considération, c'est bien le fer ; cependant les Etats-Unis ont fait le sacrifice du bon marché sur cet objet, afin de promouvoir cette importante industrie. Comme notre situation est à peu près identique à celle des Etats-Unis, nous avons les mêmes raisons d'adopter la protection.

Si l'on veut se former une idée de ce qu'a été la protection pour les Etats-Unis, écoutons ce qu'en dit Henry Clay, une de leurs plus grandes illustrations : " La protection a été pour les Etats-Unis l'ancre de salut—Sheet Anchor—de sa prospérité, le grand levier—mainspring—du progrès. Les sept années qui ont précédé la passation du tarif protecteur de 1824, ont été les plus désastreuses, tandis que les sept années qui ont servi cet acte ont été les plus prospères dont les Etats-Unis aient été témoins ; protection pour notre pays signifie prospérité."

Avec l'industrie beaucoup de choses qui sont improductives deviendraient des sources de richesse ; le fer, le bois, le charbon, les minéraux. Le pauvre cultivateur qui vit misérablement sur une terre infertile et à demi-défrichée, se verrait souvent enrichi par la plus value de sa terre, de ses produits, de son bois. Cette belle forêt qu'il défriche avec peine, ce bois qu'il brûle sans profits pour défricher, deviendraient une source considérable de revenus.

L'industrie est si profitable à l'agriculture, que l'émigration a toujours été plus considérable des contrées purement agricoles de l'Europe aux Etats-Unis, que des contrées industrielles.

Toute industrie est intimement liée avec le commerce, puisque c'est lui qui en distribue les produits ; mais ma sollicitude se rattache davantage aux industries qui intéressent de plus près l'agriculture, et de ce nombre est l'industrie du sucre de betteraves.

Un Agronome distingué, réunissant toutes les recommandations désirables, s'offre à nous pour introduire cette industrie. Satisfait du tarif actuel sur les sucres importés, il ne demande que la promesse de maintenir ce tarif pendant quelques années, et monsieur le Fisc s'y oppose. Il serait vraiment malheureux que nous perdissions une occasion aussi favorable ; si nous étouffons cette industrie avant sa naissance, nous la déroutons peut-être pour longtemps, nous pourrions même perdre les services d'un homme instruit, pratique et zélé, qui a déjà rendu des services au pays par ses conseils, et qui peut nous valoir bien des centaines d'immigrants ordinaires. La qualité des immigrants doit être d'une grande considération et c'est ce que comprenait bien Horace Greeley quand il disait : " S'il eut plu à Dieu de nous envoyer un Watt, un Arkwright et un George Stephenson dans leur première jeunesse, ce don nous aurait été plus profitable que nous le serait le Canada ou le Mexique." Pourtant les sacrifices demandés ne sont pas très-grands, la France en fit bien d'autres pour cette même industrie, et cela après les guerres ruineuses de l'Empire. Une somme considé-

nable était votée lorsque la fabrication du sucre avec la betterave n'était encore qu'un problème à résoudre ; \$200,000 étaient promises en don à celui qui obtiendrait la meilleure méthode de fabrication, 80,000 acres de terre étaient consacrés à sa culture, 5 écoles de chimie en rapport avec le sucre de betteraves étaient formées dans le but de résoudre ce problème. Il a été résolu et la France compte aujourd'hui 475 manufactures de sucre, employant 100,000 ouvriers, recevant près de \$5 millions, sans compter un bien plus grand nombre, cultivant la betterave et vendant leurs produits aux manufactures. Une seule fabrique donne de l'emploi à 200 ouvriers, et achète les produits de quelques centaines de cultivateurs, à qui cette culture profitable donne l'aisance et la fortune, puisque les terres avoisinant ces fabriques, acquièrent par ce seul fait la valeur des terrains les mieux favorisés, se vendant souvent au prix de \$400 l'arpent. Et l'on ne dira pas que la protection sur les sucres ait été un fardeau bien grand pour les consommateurs, puisque le droit sur le sucre de canne des colonies est maintenu depuis 1860 moins élevé que l'est le droit d'exciise sur le sucre de betteraves : en d'autres termes la protection sur les sucres ayant fait son œuvre, est mise de côté comme n'étant plus nécessaire. Le prix de gros du sucre de betteraves, qui en 1816 était de 12 cents la livre, a baissé graduellement jusqu'à 5 cents en 1866. C'est ainsi que la protection pure et simple a introduit sur le sol français une industrie tout à fait nouvelle, dont l'effet a été de réduire le prix du sucre à un degré auquel le sucre des Isles ne peut atteindre. La Prusse peut livrer son sucre à 7 cents la livre, malgré un fort droit d'exciise de \$43 le tonneau. Grâce à ces encouragements et à la protection, l'Europe compte aujourd'hui 3250 fabriques de sucre de betteraves, réparties entre la France, l'Allemagne, la Russie, la Pologne, l'Autriche, la Belgique et la Suède.

Avant de jeter au panier la modeste demande de MM. Bonnemant, Allan et autres, je ne doute pas que l'on accordera à cette question l'importance qu'elle mérite.

La réponse du ministre des finances à M. Bonnemant : " Si beaucoup de sucreries se montent dans le pays, les droits sur les sucres étrangers diminueront d'autant, alors comment ferons-nous pour payer notre dette et faire face à nos grands travaux ?" me fait l'effet de la réponse du cultivateur à qui l'on dit : Pourquoi épaisez-vous votre terre en cultivant toujours des céréales ! En élevant plus de bons bestiaux, en augmentant vos prairies, vous aurez plus d'engrais pour améliorer votre terre, votre terre étant améliorée, vous récolterez tout autant de grains, dans moitié moins d'espace ? Si je diminue l'étendue consacrée aux céréales, répondra-t-il, comme ma terre n'est pas déjà améliorée, j'aurai d'abord moins de grains ; le surplus que je consacrerai aux prairies, me donnera peu de foin pour la même raison, si je dois augmenter mes bestiaux, je ne pourrai en vendre ; comment ferai-je en attendant que ma terre, mes bestiaux soient améliorés ? Cette réponse qui ne serait pas valable pour quelques cultivateurs aisés, le serait certainement pour le cultivateur pauvre. S'il s'agissait de changer complètement et de suite sa manière d'agir, mais tel ne doit pas être le cas ; de même que l'effet certain de la protection ne sera pas de faire établir immédiatement des manufactures en grand nombre, mais seulement graduellement ; de même le cultivateur en changeant graduellement sa manière d'agir, pourra le faire sans inconvénients graves et en se préparant pour l'avenir une prospérité certaine et durable. On dit que le cultivateur est routinier, et pourtant sa réponse, pour conserver sa routine, vaut pour le moins autant que celle du Fisc ; je suis quelquefois porté à croire que la routine existe un peu à tous les échelons de l'échelle.

Que les circonstances n'aient pas été favorables pour introduire une protection efficace, c'est ce que mon expérience ne me permet pas de constater exactement, mais en attendant je ne puis m'empêcher de conserver des doutes sérieux à ce sujet : les circonstances incontrôlables font exception, le vif désir d'une chose lève bien des obstacles.

En défendant la cause de la protection, je tiens compte des circonstances actuelles de notre pays, car il viendra un temps, je n'en doute pas, que le libre-échange sera un bienfait pour nous et pour l'humanité ; mais ce temps est encore éloigné, en combattant aujourd'hui pour la protection, il me faudra peut-être combattre plus tard pour la détruire.

Je suis libre-échangiste en principe général, comme principe pour des temps futurs. Aujourd'hui même, je considère le libre-échange comme généralement avantageux pour la France, l'Allemagne, la Belgique, surtout pour l'Angleterre et en général pour tous les pays où la main-d'œuvre est à bon marché, l'industrie, les relations d'affaires solidement établies, mais il n'en est pas ainsi de nous ; le prix de la main-d'œuvre est élevé, nous sommes petits et faibles, protégeons-nous contre les grands et les forts, luttons en nous protégeant contre le travail esclave de l'Europe, et comme le dit si bien Greeley à propos des Etats-Unis : " L'industrie a ses campagnes et ses champs de bataille, mais elle a encore besoin de retranchements et de fortifications."

Je suis tellement libre-échangiste comme principe général, que je n'hésite pas à le déclarer le grand principe de la civilisation, le manteau qui tient dans ses plis les plus sûrs éléments de civilisation et des progrès de l'avenir, la fraternité des peuples. Si jamais le beau rêve de la paix universelle devait cesser d'être autre chose qu'un rêve, il le devrait au libre-échange qui rendrait les intérêts des peuples communs, les frontières, les douanes inutiles et par là rendrait les guerres